

Ecole primaire : les projets des candidats passés au crible

► L'extrême droite, la droite et la gauche ont des projets radicalement différents mais qui restent classiques

► François Fillon et Marine Le Pen proposent un retour aux apprentissages fondamentaux : lire-écrire-compter

► Emmanuel Macron, Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon prônent la diminution du nombre d'élèves par classe

► Des spécialistes analysent ces deux visions de l'école, qui, à leur sens, manquent d'originalité

PAGE 12

Les fondamentaux à l'école au cœur du débat Plus de lire-écrire-compter ou moins d'élèves par classe, deux visions opposent les candidats à la présidentielle

Quand tels candidats, à gauche, proposent de réduire le nombre d'élèves par classe, tels autres, à droite, prônent le retour aux « fondamentaux » à l'école primaire. Mis en sourdine, ces dernières semaines, par l'affaire Fillon, le débat sur l'éducation dans la campagne présidentielle n'en demeure pas moins intense, traversé par des propositions contradictoires et largement focalisées sur le « lire-écrire-compter » – ces savoirs de base sur lesquels butent plus de 20 % des élèves à l'entrée au collège.

Dans leurs meetings, dans leurs programmes, les candidats s'accordent sur la nécessité de « donner la priorité » aux premières années d'apprentissage afin de réduire ce noyau dur d'échec scolaire. Mais chacun à sa manière. En organisant, mardi 7 et mercredi 8 mars, une conférence de consensus sur le thème de la « différenciation pédagogique », le Conseil national d'évaluation du système scolaire (Cnesco) vient, indirectement, porter un éclairage scientifique sur ces idées de campagne.

À droite et à l'extrême droite, c'est une vieille antienne qui refait surface : l'école primaire n'enseignerait plus suffisamment le « lire-écrire-compter » ; elle se serait éparpillée dans trop de savoirs secondaires : histoire des arts, découverte du monde, sport, informatique... François Fillon propose de « consacrer les trois

quarts du temps de classe à l'apprentissage de la lecture, de l'écriture, du calcul ». Le candidat du parti Les Républicains y ajoute le « récit national » en histoire, enseigné au nom de « l'unité républicaine ». La candidate du FN est sur une ligne semblable : Marine Le Pen souhaite « réserver, à l'école primaire, la moitié du temps d'enseignement au français, à l'écrit comme à l'oral ».

La rhétorique est prompte à alimenter la nostalgie d'une école d'antan. Pourtant, il y a là une vision erronée de l'histoire et de l'école de Jules Ferry, comme le rappelle l'historien de l'éducation Claude Lelièvre : « Ce n'est pas le moindre des paradoxes que cette légende qui attribue au père fondateur de l'école républicaine une fixation sur le lire-écrire-compter, alors qu'il n'a cessé de lutter dans le sens contraire !, s'étonne-t-il. Pour Jules Ferry, il était clair que l'école primaire ne pouvait s'en tenir aux rudiments ; ce sont les autres disciplines qui, pour lui, la différenciaient de celle de l'Ancien Régime. »

Aujourd'hui, les écoliers bénéficient, en CP, CE1 et CE2, de dix heures de français et cinq heures de mathématiques en moyenne chaque semaine. C'est précisément le même volume horaire qu'en 1969

– date à laquelle il y eut, effectivement, une baisse du nombre d'heures en français.

En comparaison avec d'autres pays, la France reste championne des fondamentaux. Selon l'OCDE,

37 % du temps d'instruction est consacré à la lecture, l'expression écrite et la littérature au primaire (contre 22 % en moyenne dans l'OCDE), 21 % aux mathématiques – contre 15 % ailleurs. « S'il y avait un lien avéré entre le temps d'ap-

prentissage et les résultats des élèves, compte tenu du nombre d'heures données en France, on aurait de meilleurs résultats, ce qui n'est pas le cas », en déduit Eric Charbonnier, expert éducation à l'OCDE.

Du côté du Cnesco, le même constat est posé. « La recherche a du mal à faire le lien entre les heures de cours et les résultats des élèves, car, moins que la quantité, c'est la qualité du temps d'enseignement qui compte », souligne Nathalie Mons, la présidente du Cnesco.

En organisant une conférence sur la « différenciation pédagogique », l'instance indépendante d'évaluation entend encourager un enseignement plus individualisé, au plus près de chaque élève. « L'idée est de sortir du schéma traditionnel où le maître enseigne face aux élèves, poursuit M^{me} Mons. La recherche montre qu'il y a différentes façons d'apprendre. Aux enseignants de différencier leurs méthodes en fonction de chaque élève. Mais encore faut-il qu'ils aient acquis un haut niveau de formation. »

« Pédagogie coopérative »

Des effectifs de classe réduits pourraient-ils aider les professeurs à individualiser davantage leur enseignement ? La proposi-

tion, coûteuse, se retrouve à gauche de l'échiquier politique, mais aussi au centre.

Le candidat socialiste, Benoît Hamon, s'engage à créer 20 000 postes pour qu'il n'y ait « pas plus de 25 élèves par classe en CP, CE1, CE2, et pas plus de 20 élèves dans les réseaux d'éducation prioritaire, les territoires ruraux et les outre-mer ». Les enchères montent avec Emmanuel Macron, le candidat du mouvement En marche!, qui veut « limiter à 12 élèves la taille des classes de CP et CE1 en zone prioritaire ». Jean-Luc Mélenchon mise sur ce même levier et promet de recruter « au moins » 60 000 enseignants supplémentaires.

Mais, là encore, les spécialistes sont prudents. « Après trente ans de recherche, nous n'avons pas assez d'éléments convergents entre la taille des classes et les résultats des élèves », rapporte Nathalie Mons. Réduire les effectifs peut être nécessaire, mais sous certaines conditions : il faut cibler les élèves socialement défavorisés, changer la pédagogie et réduire les classes de façon tout à fait significa-

« Aux enseignants

de différencier leurs méthodes. Mais encore faut-il qu'ils aient un haut niveau de formation »

NATHALIE MONS
 présidente du Cnesco

tive, en deçà d'un seuil de 20 élèves. »

Parmi les mesures abordées lors de la conférence de consensus, plusieurs dispositifs sont avancés pour prévenir les difficultés, inspirés de recettes efficaces testées à l'étranger. Dans les pays nordiques et en Australie, c'est l'idée d'un « professeur des apprentissages fondamentaux » qui a été développée : un enseignant, spécialement formé, suit une même classe sur plusieurs années de façon à mieux connaître ses élèves et mieux s'adapter au rythme de chacun.

Autre dispositif, mis en place notamment au Japon : le tutorat entre pairs. La classe est divisée

en groupes d'élèves de niveaux hétérogènes. « Cette pédagogie coopérative permet de faire progresser les élèves fragiles comme les élèves tuteurs », souligne M^{me} Mons.

S'agissant du dispositif « plus de maîtres que de classes » (co-intervention de deux enseignants en classe), mis en place sous le quinquennat de François Hollande et que souhaite maintenir M. Hamon, il peut être très efficace, à condition que l'enseignant supplémentaire soit spécialement formé et intervienne sur un nombre important d'heures, indique le Cnesco.

Au-delà de ces mesures, c'est bien sur la formation continue des enseignants – réduite, en France, à la portion congrue –, que le Conseil met l'accent. Manière de dire que, plus que les heures ou les postes, c'est bien dans les compétences des professeurs que la nation doit investir pour que 100 % des enfants maîtrisent le « lire-écrire-compter » à la fin du primaire. ■

AURÉLIE COLLAS

